

... les poètes déclarent en votre nom que le vouloir commun contre les forces brutes se nourrira des infimes impulsions. Que l'effort est en chacun dans l'ordinaire du quotidien. Que le combat de chacun est le combat de tous. Que le bonheur de tous clignote dans l'effort et la grâce de chacun, jusqu'à nous dessiner un monde où ce qui verse et se déverse par dessus les frontières se transforme là même, de part et d'autre des murs et de toutes les barrières,

en cent fois cent fois cent millions de lucioles !

- une seule pour maintenir l'espoir à la portée de tous, les autres pour garantir l'ampleur de cette beauté contre les forces contraires.

Déclaration des poètes

Patrick Chamoiseau. 2016

Le Cedep fête aujourd'hui ses trente ans d'âge.

Je vous propose un bref parcours historique pour reprendre les problématiques spécifiques au Cedep... et leur éventuelle évolution.

1. Un bref historique

Fondé en 1989 par Claude Louzoun et une bande d'amis, dont certains sont encore présents aujourd'hui - : Bruno, Pascale... - réunis autour d'une réflexion critique des différentes législations européennes, concernant la psychiatrie, les droits des patients... et comparative, avec le projet de tirer le meilleur de chacune comme référence pour les autres pays.

Ils avaient en commun un engagement professionnel, syndical et politique dans une défense des pratiques alternatives en psychiatrie, pour sortir des logiques asilaires, développer concrètement des structures de soin dans la cité.

Une publication, la revue *Pollen*, une douzaine de numéros, va paraître reprenant les actes des séminaires, aujourd'hui tous accessibles sur le site du Cedep.

En 1991 le CEDEP organise à l'Assemblée Nationale à Paris, un forum européen « Devoir d'Etat, Ethique, Droits des personnes et handicap » qui donnera lieu à la publication d'un gros volume chez Eres « Santé Mentale : réalités européennes », 1993.

A partir de 1992, il tiendra un séminaire européen annuel.

Pour le clin d'œil, en 1993, il participe au séminaire « Ricominciare ad essere » qui se tient à Turin. Et dans la même année, Agostino Pirella publie, dans *Pollen* n°1, un état des lieux de la psychiatrie en Italie vue de Turin... Qu'en est-il 25 ans après ?

Autre particularité, le CEDEP d'emblée travaillera avec les associations de patients, par l'intermédiaire de Paul Arteel, directeur de la ligue flamande de santé mentale, et de Martine Dutoit, pour Advocacy pour ne citer qu'eux...

1999, 10 ans... Rome

Il nous reste peu de traces du séminaire romain sur le thème de « La violence », si ce n'est une discussion assez passionnée autour de positions à adopter, entre rejet radical des propositions étatiques, négociation voire compromis, mais jusqu'à quel point par rapport aux enjeux dominants ?

Nous avons quand même le bilan dressé par Bruno Gravier des dix années passées. Il y décline les principales problématiques abordées, que je reprends ici telles quelles :

1° les législations en Santé Mentale et les relations de la psychiatrie et de la justice

Je vous rappelle en particulier la position du CEDEP, favorable à l'intervention d'un juge pour les mesures de soins sous contrainte, qui n'a pas été sans soulever de polémique. De fait, on en perçoit aujourd'hui les difficultés d'application. Mais il s'agissait sur le fond d'affirmer qu'un patient psychiatrique doit être traité comme un citoyen, égal aux autres devant les droits.

2° les nouvelles formes d'organisation de la psychiatrie, du social et du sanitaire

3° la question de l'exclusion sociale et la restriction de l'accès aux soins

4° la citoyenneté, Droits de l'Homme, droits du patient

5° interrogation sur la place centrale du trauma dans notre société

« Sur fond d'un axe double, tenir ensemble Ethique et Europe »...

2009, 20 ans, Paris

Une grande fête, mise en bouche par Agapes l'association d'insertion du secteur de Corbeil animée par Paul Bretécher.

Et un séminaire dynamique, les thématiques des cinq ateliers témoignent des préoccupations d'alors :

* Psychologisation de la justice et judiciarisation de la psychiatrie

* Capitalisme, précarisations, souffrance sociale

* Etat des lieux : psychiatrie - Santé mentale - Santé publique

* Les droits des usagers et leur application effective

* Les jeunes sont-ils une classe dangereuse ?

Mobilisé au départ sur le terrain des législations européennes concernant la psychiatrie, Claude s'est orienté de plus en plus vers une défense de l'humain en tout être, y compris et d'abord chez le fou, figure emblématique de l'inquiétante étrangeté, au point d'y consacrer trois séminaires - à Malte 2010, Bruxelles et Paris -. Ceux-ci se concentrent sur « Prendre soin de l'humain... dans les pratiques psychiatriques », introduisant un souci de réciprocité, d'expérience partagée, de solidarités, face à la montée du scientisme, des nouvelles coercitions et des coupes budgétaires.

Entretemps nous avons perdu nos liens privilégiés d'origine avec le Syndicat de la Magistrature et un certain nombre de nos

correspondants européens. Dans ce contexte, et malgré la complexité des enjeux, quelle peut être la place, le rôle du CEDEP ?

2019, 30 ans, Nous voilà à Turin.

Je remercie Alain Chabert qui nous a permis de renouer avec l'Italie. C'est toujours un grand plaisir.

Je reprends l'histoire...

Claude décède en 2014. Jusqu'à la veille de son opération cardiaque fatidique, il avait programmé le séminaire de Saint Cyprien en hommage à Robert Castel récemment disparu. Nous ne pouvions que maintenir ce séminaire qui devenait du même coup un hommage aussi à Claude. Ce qu'il fut. Et puis le collectif a décidé de continuer.

Et si le Cedep tient toujours autant à s'inscrire dans le champ politique, l'approche s'est aujourd'hui, il me semble, un peu élargie, a franchi les frontières du champ strictement psychiatrique.

De fait, je rappellerai quelques évidences qui nous rassemblent au CEDEP. On ne peut pas considérer l'évolution des pratiques psychiatriques en Europe sans tenir compte de leur ancrage social et des politiques qui les influencent. Les lois qui les encadrent, les dispositifs mis en place, les doctrines préconisées sont toujours tributaires de rapports de force, de partis pris conflictuels, de visions du monde et de l'homme caractéristiques d'une époque. Ce n'est pas pour rien que Lucien Bonnafé a pu écrire « on peut juger d'une société à la manière dont elle traite les fous ». Ainsi, en France, l'aventure saint albanaise serait incompréhensible sans la Résistance. Plus tard, il est tout aussi évident que les premières implantations de « secteur » ont du leur vitalité aux effervescences anti-autoritaires multiformes qui ont gagné les esprits après Mai 68. Dernièrement, quand Nicolas Sarkozy s'est fait le chantre d'un tournant sécuritaire en psychiatrie, son appel à la répression dans un champ spécifique entrainait en concordance avec une politique plus générale, que Claude avait désignée comme « Politique de la Peur » (cf la pétition actuelle du printemps de la folie « Non à l'Omertà généralisée ! Refusons la politique de la peur »). Une certaine figuration de la folie se voyait ainsi annexée aux modes de gouvernementalité du néo-libéralisme. Aujourd'hui, dans la continuité de cette option, on nous annonce *en même temps* (formule fétiche du Pouvoir) le démantèlement du service public au nom de la modernité et la mise à disposition du Ministère de l'Intérieur du fichier des patients hospitalisés sous contrainte dont les propos laisseraient penser qu'ils se sont « radicalisés ». Ce sont deux mesures sans lien, diront certains. Peut-on pour autant ne pas relever cette coïncidence afin de mettre en lumière l'appareillage de cette prétendue modernité dont la psychiatrie n'est pas indemne ? En y regardant de plus près, en décryptant les discours qui les promeuvent, en évaluant les forces qui y concourent, on pourrait établir le diagramme de ses petites ou grosses machines qui s'emboîtent les unes dans les autres et prendre la mesure de leurs effets de subjectivation : adhésion au scientisme, algorithmisation des conduites, éloge des mises en concurrence, culpabilité des *losers*, reterritorialisations policières sur des valeurs archaïques (comme la religion, le chef, la Nation, les frontières inviolables), avidité sans retenue, hantise de la précarité et suspicion à l'égard de l'étranger.

Mais ce qui est exposé en visibilité a sa contre-partie, ce qui est laissé dans l'ombre. A l'époque de l'asile ce que l'on ne voyait plus s'appelait *chronicité*. Tout le travail de la psychothérapie institutionnelle a consisté à sortir de l'anonymat et à redonner vie à ceux dont on ne percevait plus que les stéréotypes. Actuellement, les laissés pour compte se confondent dans les zones

d'exclusion. Enfermés, en prison ou dans des centres de rétention, en errance, en attente d'expulsion, sans droits, on y trouve des fous, au sens clinique du terme mais aussi ceux en passe de le devenir, désarrimés de toute attache par la folie d'une époque.

C'est ainsi que les séminaires suivant ont eu pour thème :

2015, Paris, « *Fanatisme et Dogmatisme* », suite aux attentats en France, Charlie Hebdo et l'hypercasher.

2016, Bruxelles, « *Nouvelles formes d'exclusion. Microfascismes et lignes de fuite* », suite aux attentats du Bataclan cette fois et les terrasses de café sur les bords du canal Saint Martin.

2017, Thessalonique, « *Refuge, Asile et Droit d'asile* », on y rappelait les droits essentiels que sont le droit de se poser / à l'abri, le droit de circuler et celui d'être acteur dans la situation.

2018, Marseille, « *Enfermements, Nomadismes forcés et Temporalités* ».

Et dans la droite lignée de ceux-ci, le séminaire de cette année.

2. « Ethique, clinique et politique au quotidien

Prendre soin de la citoyenneté de chacun »...

« *Ethique, clinique et politique au quotidien* », on l'aura repéré sont les maîtres mots du Cedep depuis les origines, avec la nécessité d'articuler les trois dans nos pratiques de tous les jours, de notre place de soignant, de juriste, de citoyen...

Dans cette société de contrôle, une éthique minimale selon les circonstances s'impose.

On a évoqué les fichiers pour des soupçonnés de *radicalisation*.

Tout récemment, pour les gilets jaunes blessés et emmenés aux urgences, la police demandait à avoir leurs fiches d'accueil. Une désobéissance spontanée, et néanmoins ferme, des soignants s'y est opposée... avec un appel plus global à la *désobéissance éthique*.

Quant à « *Prendre soin de la citoyenneté de chacun* », la formule peut sembler sibylline et éventuellement inappropriée. Pourtant si être citoyen c'est avoir des droits, ceux-ci sont fort malmenés partout.

En effet, la question « *Prendre soin de la citoyenneté de chacun* » s'inscrit sur un fond de mise à mal de la société civile sous toutes ses formes. Griller les syndicats, liquider autant que faire se peut les associations, mettre à mal les compétences des professions intermédiaires - juristes, psy...- la politique ultralibérale met en acte une volonté de faire disparaître les citoyens pour ne plus laisser que l'individu nu face au marché.

De manière extrême lorsqu'elle s'exerce contre les sans droits, les non-citoyens - les migrants aujourd'hui, les apatrides hier... -

Mais de manière d'autant plus inquiétante lorsqu'elle piétine tous azimuts les droits acquis, depuis le droit de manifester, la protection sociale...

Très concrètement : Cinq journalistes du monde, en deux mois, ont été convoqués par la DGSI, pour des articles concernant *l'affaire Benalla* et les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Mesure d'intimidation, censure, c'est en tout cas s'attaquer à un droit fondamental du journalisme, le secret des sources.

De même que pour le secret médical.

La démocratie est en berne en Europe. Et les médias participent à la banalisation de cette perte de démocratie, de la régression des droits des citoyens. De même on finirait par s'accoutumer à l'extrême violence de la répression policière, qui va pourtant s'accroissant depuis quelques années dans tous les pays d'Europe. Un colloque se tient ce week-end à Paris sur le thème

« Routinisation de l'Etat d'urgence » en se focalisant sur trois pays, la France, la Russie et la Turquie !

* « *Prendre soin* », reflète le souci Cedepien de toujours garder le cap sur les récits cliniques, témoignages de rencontres singulières

* « *La citoyenneté* », ce thème parcourt l'histoire du Cedep puisqu'en 1995, déjà le séminaire de Loubressac, abordait la question de la « citoyenneté... active », sous l'angle de la nécessaire participation des usagers aux soins, non seulement dans leur prise en charge mais dans une réflexion-recherche sur l'organisation même des soins. Chris Heginbotham avait évoqué le statut de « patients-chercheurs » en GB... Nous en avons accueilli quelques uns aux séminaires suivants.

De fait pour ce qui concerne notre culture plus française, l'exercice de la citoyenneté en psychiatrie renvoie à l'histoire des clubs, au développement des associations et aujourd'hui des GEM. Où la parité garantit la place à part entière des patients et dont JCP et DS ont donné une très belle définition, la parité c'est l'autre de l'égalité. Déjà surtout ne pas essayer, ou faire semblant, d'être pareils, pour être égaux.

Aujourd'hui, il importe de revenir sur la question de l'accès aux droits pour tous, c'est à dire pour les patients d'un accès réel à des soins.

* « *Chacun* »

Dans cette société planétaire d'individualisation où le consommateur et l'auto-entrepreneur, Start Uper florissants, sont érigés en modèles incontournables, il importe de réhabiliter un *chacun* composite, multiple.

* **Les lucioles...** C'est notre ritournelle depuis quelques années, dans la suite de Pasolini, G Didi Huberman, Aimé Césaire, P Chamoiseau, cité en début d'intro

Le luciole, traduit parfois, à tort, par lamperide femmina, qui elle est la larve ou la femelle du lampyre cad du ver luisant, sont des insectes coléoptères (Ténébrionidé) ailés et lumineux. Il ne faut donc pas les confondre...

Parfaitement impressionniste, donc tout à fait subjectif, deux lucioles ont jeté récemment pour moi un peu de lumière dans un ciel fort sombre.

Juste après le massacre, retransmis en direct sur Internet, dans deux mosquées en Nouvelle Zélande, Jacinda Ardern, la 1^{ère} ministre, vient, pleine de compassion, exprimer sa solidarité avec la communauté musulmane, un voile sur la tête. Elle était récemment en Europe pour mobiliser les gouvernants dans une tentative d'endiguer les appels à la haine sur internet...

Le 16.05, journée contre l'homophobie, même le monde du Foot, trop souvent homophobe et raciste, a tenu à jouer sa partition. ! Joueurs, entraîneurs... portaient des brassards multicolores contre l'homophobie... Signal d'alerte, on ne traite pas un joueur malchanceux de *pédé*... ni un international africain trop talentueux de singe !

Si vous permettez une troisième luciole, Zuzana Caputova, jeune femme avocate écolo, anti corruption et libérale, autant économique que pour les mœurs, est élue présidente de la Slovaquie.

3. Quelques remarques éparses pour finir :

Comment faire face à des politiques de l'absurde mortifère ?

Comment rejoindre les frondes qui s'opposent au sécuritaire, au scientisme, à l'appauvrissement (économique et intellectuel) ? Le second n'en est pas moins un enjeu de

taille. On n'est pas loin de la Novlangue dénoncée et analysée par Klemperer lors de la montée du nazisme en Allemagne.

Etre citoyen aujourd'hui, et d'abord pour les jeunes, c'est être conscients et se sentir responsables du devenir de la planète. L'écologie est à l'ordre du jour. Tous les partis politiques l'incluent dans leur programme. Sauf qu'une écologie uniquement centrée sur la nature, la biodiversité risque toujours de déboucher sur une vision identitaire, avec son cortège de conservatisme et d'autoritarisme inquiétants.... Beaucoup y associent une écologie sociale, dans un souci de l'urbain, de l'habitat, des transports, dans une recherche de modes de production, de distribution, de consommation plus respectueux des savoir-faire, des solidarités et de la qualité des objets produits. A quoi on pourrait ajouter dans le même esprit l'attention portée à la petite enfance, aux malades, aux personnes fragiles (ce que certains désignent comme la politique du care). Ces deux premiers vecteurs des « Trois écologies » impliquent évidemment des ruptures à différentes échelles avec le mode de production capitalistique fondé sur la concurrence, valorisant l'agressivité, tout en déniait sa violence, et ses zones de guerre de basse ou haute intensité.

Mais à ces premières lignes d'invention, Félix Guattari en a ajouté une troisième, tout aussi déterminante, et transversale aux deux autres : l'écologie mentale. Elle touche aussi bien à la pensée qu'au corps, au sensible, à l'esthétique et à l'éthique de relations (en couple, en famille, en groupe), aux fantasmes, à la poésie, au temps qui passe, à la finitude, aux mystères de la vie et de la mort.

Toujours chercher des antidotes à l'uniformisation mass-médiatique, au conformisme pour laisser place aux hétérogénéités, aux points de singularisation.

Non pas du haut de sa superbe d'expert, de sachant, mais profondément éthico-esthétique, c'est à dire sensible et engagée, avec l'humilité d'un artiste.

Partout où l'on est, accueillir l'altérité, donner toute sa place aux dissensus, à contre courant exactement de ce que l'on voit se mettre en place sous nos yeux...

Ca paraît une belle Utopie.

Et si on commençait dès ce matin ?!